

**POINT DE LA PREMIERE SESSION ORDINAIRE
(BUDGETAIRE) DU SAMEDI 15 OCTOBRE 2022**

Introduction

Convoquée par Décision n° 002-AN/B/PS du 13 octobre 2022 du Président de l'Assemblée nationale, la première session ordinaire (budgétaire) s'est tenue du 15 octobre au 23 décembre 2022, conformément aux dispositions des articles 117 de la Constitution et 66 du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale.

L'ordre du jour arrêté par la Conférence des Présidents comprenait vingt (25) affaires auxquelles se sont ajoutées sept (07) autres arrivées en cours de session.

Le présent document fait le point du traitement des affaires, dégage les difficultés rencontrées et tire les enseignements nécessaires.

I- Du traitement des affaires :

N°s	Intitulés des affaires	Commissions saisies	Observations
1	Projet de loi de Règlement exercice 2021 ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	Adopté
2	Projet de loi de finances pour l'année 2023 ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	Adopté
3	Projet de budget de l'Assemblée nationale exercice 2023 ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	Adopté
4	Projet de loi organique déterminant les attributions, l'organisation, la composition et le fonctionnement de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, ainsi que la procédure à suivre ;	Affaires Juridiques et Administratives, de la Décentralisation et du Contrôle de l'Exécution des Lois	Renvoyé à la prochaine session
5	Projet de loi autorisant la ratification des accords de prêt numéro		Adopté

	« 5565130000801 » et de don numéro « 5565155001851 » du projet « P-CG-AAG-004 de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles entre la République du Congo et la Banque africaine de développement ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	
6	Projet de loi relatif aux contrats de partenariat public-privé ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	Adopté
7	Projet de loi autorisant la ratification du traité portant création de l'Agence Africaine du Médicament ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
8	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 097 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur les travailleurs migrants (Sénat première chambre saisie) ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
9	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 106 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureau) ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
10	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 122 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur la politique de l'emploi ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
11	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 128 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté

12	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 129 de l'organisation internationale du travail (OIT) sur l'inspection du travail (agriculture) ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
13	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 130 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
14	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 131 de l'organisation internationale du travail (OIT) sur la fixation des salaires minima ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
15	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 140 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur le congé-éducation payé ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
16	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 135 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) concernant les représentants des travailleurs ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Adopté
17	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 118 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur l'égalité de traitement des nationaux en matière de sécurité sociale ; (Sénat première chambre saisie)	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
18	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 143 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur les travailleurs migrants ; (Sénat première chambre saisie)	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session

19	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 154 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur la négociation collective ; (Sénat première chambre saisie)	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
20	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur la sécurité et la santé des travailleurs ; (Sénat première chambre saisie)	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
21	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 157 de l'organisation internationale du travail (O.I.T) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale ; (Sénat première chambre saisie)	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
22	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération militaire et technique entre le gouvernement de République du Rwanda et le gouvernement de la République du Congo ;	Défense et Sécurité	Renvoyé à la prochaine session
23	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération entre la République du Congo et la République Démocratique du Congo relatif à la mise en œuvre du projet « Boucle de l'amitié énergétique » ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de l'Etranger	Renvoyé à la prochaine session
24	Projet de loi autorisant l'adhésion à l'amendement de la convention sur la protection physique des matières nucléaires ;	Affaires Etrangères, Coopération et des Congolais de L'Etranger	Renvoyé à la prochaine session

25	Projet de loi portant gestion durable de l'environnement en République du Congo ;	Environnement et Développement Durable	Renvoyé à la prochaine session
26	Projet de loi portant création de l'agence nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur ;	Affaires Juridiques et Administratives, de la Décentralisation et du Contrôle de L'Exécution des Lois	Adopté
27	Projet de loi portant création de l'université de Loango ;	Affaires Juridiques et Administratives, de la Décentralisation et du Contrôle de L'Exécution des Lois	Adopté
28	Projet de loi portant création du centre MOUEBARA pour l'accueil et la réhabilitation des femmes et filles victimes de violences ;	Affaires Juridiques et Administratives, de la Décentralisation et du Contrôle de L'Exécution des Lois	Adopté
29	Projet loi autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel du projet de riposte d'urgence à la Covid-19 « PRUC-Crédit IDA 7194-CG » entre la République du Congo et l'Association internationale de développement ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	Adopté
30	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de « premier financement de politique de développement pour la gestion budgétaire et la croissance inclusive » entre la République du Congo et la Banque Mondiale ;	Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget	Adopté
31	Séances de questions d'actualité ;	Plénière	Aucune séance tenue

32	Séances de questions Orales au Gouvernement ;	Plénière	Deux séances tenues
----	-----------------------------------------------	----------	---------------------

Au terme des travaux de cette première session budgétaire, comme l'indique le tableau ci-dessus, dix-neuf (19) affaires ont été examinées et adoptées parmi lesquelles, les deux séances de questions orales au Gouvernement prévues dans le calendrier des travaux.

S'agissant de la question d'actualité, celle-ci n'a pas été tenue.

En marge des travaux de la première session ordinaire budgétaire, les Honorables Députés ont pris part aux activités ci-après :

- le dimanche 6 novembre 2022, à la journée nationale de l'arbre ;
- du lundi 7 au jeudi 10 novembre 2022, aux réunions statutaires des Commissions Démocratie et bonne Gouvernance de Paix et Sécurité du Forum des Parlements membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lac (FP-CIRGL) ;
- le vendredi 19 novembre 2022 aux obsèques de la Vénérable **Joséphine MOUNTOU BAYONNE**, membre de la Commission Economie et Finance du Sénat, décédée à Paris (France) ;
- le lundi 28 novembre 2022, au Parlement réuni en congrès pour le message de Son Excellence Monsieur le Président de la République sur l'état de la Nation concutament à l'an 64 de la proclamation de la République du Congo ;
- le samedi 3 décembre 2022 à la commémoration des 20 ans de la Délégation Générale des Grands Travaux ;
- le vendredi 9 décembre à l'hommage officiel rendu à l'Honorable **René Dambert NDOUANE**, l'ancien Député de la circonscription unique de SEMBE.

II- Difficultés rencontrées

Dans sa préparation tout comme dans son déroulement, la première session ordinaire budgétaire n'a connu aucune difficulté majeure. Il sied tout simplement de signaler quelques besoins matériels au niveau du Secrétariat

Général de l'Assemblée nationale pour l'accomplissement de leurs tâches (production et mise en forme des documents finaux).

III- Enseignements à tirer

De plus en plus, l'Assemblée nationale gagne en efficacité et s'affirme dans le traitement des dossiers soumis à son approbation. On peut relever ici par exemple la célérité et la motivation de la Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget, qui dans un bref délai a pu traiter le projet de loi de finances pour l'année 2023.

En matière de contrôle, outre les séances des questions orales au Gouvernement avec débats, et accessoirement les questions d'actualité, l'Assemblée nationale devrait exploiter d'autres moyens constitutionnels du contrôle de l'action gouvernementale, comme les enquêtes Parlementaires.

L'absence des ministres concernés par des questions orales, la non possibilité de leur remplacement, la reformulation des questions des Honorables Députés en vue du respect de la durée réglementaire des séances de questions orales au Gouvernement avec débat, de même l'absence cumulée de certains Députés aux plénières sont autant d'éléments qui méritent une attention particulière (règlement intérieur).

Conclusion

L'Assemblée nationale a su tirer le meilleur profit de l'expérience accumulée des Honorables Députés aussi bien au Bureau que dans les Commissions permanentes. C'est donc dans un climat de paix et de convivialité que les Honorables Députés se sont séparés pour se retrouver à la prochaine session.

Fait à Brazzaville, le 29 décembre 2022

Le Premier Secrétaire,

Fernand SABAYE.-